

Convention de participation au réseau de lecture publique

AVENANT RELATIF AU SERVICE DE NAVETTE DE RETOUR DES DOCUMENTS

Entre

La Communauté urbaine Caen la mer, représentée par Monsieur Nicolas JOYAU, son président en exercice habilité par délibération du Conseil Communautaire du 7 juillet 2024, ci-après désigné par la Communauté urbaine Caen la mer,

Et

La commune de Ouistreham représentée par M. Romain BAIL, en qualité de maire habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du 16 décembre 2024, ci-après désignée par la Commune,

Préambule

L'agglomération de Caen la mer devenue Communauté urbaine le 1^{er} janvier 2017 s'est vue transférer la construction, l'aménagement et le fonctionnement de trois équipements d'intérêt communautaire que sont les bibliothèques de Caen, d'Hérouville-Saint-Clair et d'Ifs en 2003.

Depuis, les moyens mis en œuvre pour l'organisation et l'aménagement du territoire en matière de lecture publique ont permis :

- la mise en place d'un système informatisé de gestion de bibliothèque (SIGB) en 2006,
- la participation à la construction et à l'équipement de bibliothèques communales,
- la mise en place du réseau de lecture publique et de comités techniques à partir de 2011,
- la mise en place d'un portail commun des bibliothèques en 2015,
- la construction d'une BMVR qui a ouvert en 2017.

Les communes dotées d'une bibliothèque gérée en régie directe et ayant au moins un salarié peuvent signer la convention de participation au réseau de lecture publique, qui leur permet la participation à ce portail commun, aux ressources en lignes et l'informatisation de leur bibliothèque sur le même système de gestion des bibliothèques, offrant ainsi aux lecteurs un accès aux ressources en ligne (livres numériques, accès à la presse en ligne, offre de formation...), une carte unique valable sur tout le territoire et un catalogue commun interrogeable *via* internet.

Article 1 – Objet

Cet avenant a pour objet de définir les conditions du partenariat entre la Communauté urbaine Caen la mer et la Commune autour du service de navette de retour des documents, aussi appelée « Biblio-Retours ».

Ce service permet aux usagers de rendre dans n'importe quelle bibliothèque signataire de l'avenant l'ensemble des documents empruntés dans les bibliothèques du réseau également signataires de l'avenant.

La Commune doit au préalable avoir adopté la convention de participation au réseau de lecture publique pour pouvoir signer cet avenant.

Article 2 – Obligations de la commune

La Commune s'engage à :

- Respecter les conditions générales définies dans la convention de participation au réseau de lecture publique
- Poursuivre, après le premier équipement pris à sa charge par Caen la mer, l'équipement de ses fonds avec la technologie de la Radio Fréquence Identification (RFID) en veillant à utiliser un équipement compatible avec les terminaux RFID présents sur le réseau et principalement le robot de tri de la Bibliothèque Alexis de Tocqueville
- Favoriser les bonnes pratiques en termes d'identification visuelle des documents à leur bibliothèque d'origine de manière à en faciliter le tri
- Faire connaître ce service auprès de ses usagers via la diffusion des outils de communication (print et web) réalisés par la CUCLM
- Permettre au prestataire retenu par Caen la mer d'accéder à l'espace où se trouvent les documents à retourner dans une autre bibliothèque
- Refuser les documents rendus par les usagers qui n'appartiendraient pas à une des bibliothèques signataires de l'avenant, sur la base de la liste qui sera communiquée par Caen la mer
- Signaler à Caen la mer au moins 4 semaines à l'avance les dates de fermeture annuelle de la bibliothèque.

Article 3 – Obligations de la Communauté urbaine Caen la mer

La Communauté urbaine Caen la mer s'engage à :

- Prendre à sa charge le premier équipement des fonds des bibliothèques partenaires avec la technologie RFID, nécessaire au bon fonctionnement du service
- Mettre à disposition des communes une platine de lecture RFID
- Fournir à prix coutant, aux communes qui en font la demande, les puces RFID sur la base d'une tranche minimale de 500 puces
- Mettre à disposition des communes les bacs de transport des documents ainsi que les chariots de transport des bacs
- Aménager les locaux de la bibliothèque Tocqueville de manière à pouvoir accueillir le départ et le retour des navettes Biblio-Retour
- Assurer, grâce au robot de tri de la bibliothèque Tocqueville et au personnel dédié, le tri via la technologie RFID des documents rapportés par la navette, avant réacheminement dans leur bibliothèque d'origine
- Veiller au passage hebdomadaire de la navette Biblio Retours dans chacune des bibliothèques partenaires, à l'exception des semaines de fermeture annuelle des bibliothèques communales
- Gérer la relation avec le prestataire retenu ainsi que la relation avec les bibliothèques du réseau en vue d'une amélioration constante du service
- Assurer un plan de communication sur le service : documents imprimés et communication numérique
- Communiquer aux communes la liste des bibliothèques partenaires du dispositif
- Associer les communes à la réflexion sur la vie de ce service.

Article 4 – Participation forfaitaire

La participation annuelle de la commune pour l'accès au service de navette Biblio-Retour est égale à son nombre d'habitants (INSEE) x 0,30 € par an, qui s'ajoutent aux 0,45 € dû pour les ressources en

ligne, le portail et le SIGB. Cette cotisation est due pour l'année entière, sauf dans le cas particulier de l'année de lancement du service où la cotisation sera proratisée.

Article 5 – Durée de l'avenant

Le présent avenant est valide jusqu'au 31 décembre 2026 afin de s'accorder avec la durée de la convention de participation au réseau de lecture publique.

Article 6 – Dénonciation

Le présent avenant peut être résilié soit par accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'elles avec un préavis de 6 mois par voie de lettre recommandée.

En cas de rupture du présent avenant, la bibliothèque de la commune ne bénéficiera plus du service de navette Biblio-Retour.

Article 7 – Litiges

Les litiges éventuels pouvant résulter de la présente convention sont portés devant le tribunal administratif de Caen.

Fait en 2 exemplaires à Caen, le

Nicolas JOYAU,
Président de la Communauté urbaine Caen
la mer

Romain BAIL,
Maire de la commune de Ouistreham